

# Pour répondre aux besoins des élèves: moins d'élèves par classe, plus de personnels



## 1/Un consensus scientifique sur les bienfaits de la baisse des effectifs par classe.

Il y a 10 ans, en 2014, la DEPP<sup>1</sup> faisait le point sur les différentes études s'intéressant au lien entre le nombre d'élèves par classe et les résultats scolaires. Elle nuancait ces résultats mais **était bien obligée de reconnaître la nécessité d'abaisser les effectifs par classe pour les élèves les plus en difficultés ou issus de milieu défavorisé**. C'est ce qui a conduit le ministère, à partir de 2017, à dédoubler les classes de CP, CE1 et GS en Éducation Prioritaire.

En mai dernier, un rapport de l'Institut des Politiques Publiques<sup>2</sup> **préconisait de profiter de la baisse démographique pour améliorer le taux d'encadrement des élèves** : « Malgré les dédoublements en éducation prioritaire, **les classes françaises restent parmi les plus chargées d'Europe**, alors que les recherches soulignent les bénéfices d'un meilleur taux d'encadrement sur les performances scolaires et les salaires futurs, notamment pour les élèves les plus défavorisés. » **L'effet de la baisse des effectifs par classe sur les résultats scolaires ne fait plus débat.**

De fait, une étude de la DEPP<sup>3</sup> de janvier 2025 nous apprend que les effectifs de classe dans le Primaire sans en baisse continue depuis 7 années, pour arriver à une moyenne de 21 élèves par classe dans les écoles élémentaires publiques et 21,7 élèves en maternelle ; chiffre qui justifie pour le nouveau ministre Édouard Geffray de pouvoir annoncer, sans trop de risque, que la moyenne sera de 21 élèves par classe en moyenne dans le primaire à la rentrée prochaine : on y est quasiment déjà !

Mais derrière ces moyennes, la réalité est bien plus complexe.

## 2/La réalité aujourd'hui dans nos classes

D'une part, cette baisse constatée des effectifs par classe est due à la baisse démographique et non à une politique volontariste. Ainsi, les disparités d'effectifs par classe suivent celle de la baisse démographique : la baisse des effectifs est bien plus importante à Paris qu'en Seine-Saint-Denis par exemple.

Concernant les classes dédoublées, dans beaucoup d'écoles aujourd'hui, **on ne parle plus de « CP dédoublé » mais de « CP allégé »** faisant ainsi sauter le verrou des 12 élèves par groupe, la porte ouverte à la remontée des effectifs.

### MASTER CLASS «DÉZINGAGE DU SERVICE PUBLIC»



1« L'effet d'une réduction de la taille des classes sur la réussite scolaire en France : développement récent » de Olivier Monso, DEPP, novembre 2014

2« Taille des classes et inégalités territoriales », IPP, mai 2025

3« Taille des classes du 1<sup>er</sup> degré », DEPP, janvier 2025

Par ailleurs, s'il est évident qu'il faut mettre des moyens sur l'Éducation Prioritaire, **il ne faut pas oublier la réalité des autres écoles et collèges aujourd'hui, notamment celle des territoires ruraux** ne disposant pas suffisamment de dispositif ULIS, UPE2A ou de SEGPA.

Les adaptations sont tardives. Depuis la loi de 2005 sur l'inclusion scolaire, **il y a de plus en plus d'élèves en situation de handicap dans nos classes mais aussi d'élèves à besoins particuliers**: élèves allophones, élèves issus de la communauté des gens du voyage, mais aussi des élèves présentant des troubles dys, des troubles du comportement ou des apprentissages...

**La détection de ces profils particuliers dépend du travail conjoint avec des professions du médico-social qui sont en grave déficit.** Avec pour conséquences, des prises en charge tardives (jusqu'à 3 ans après la suspicion) ou des familles qui se découragent et jettent l'éponge.

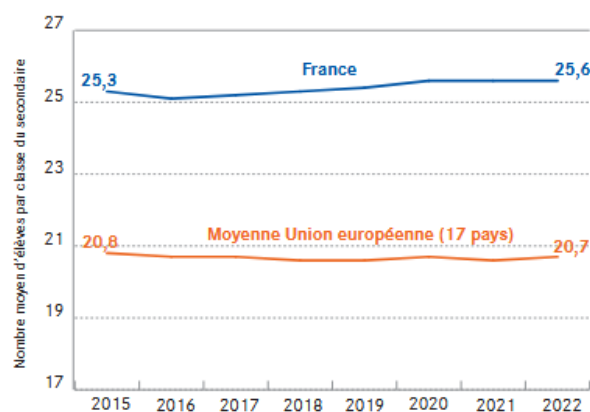
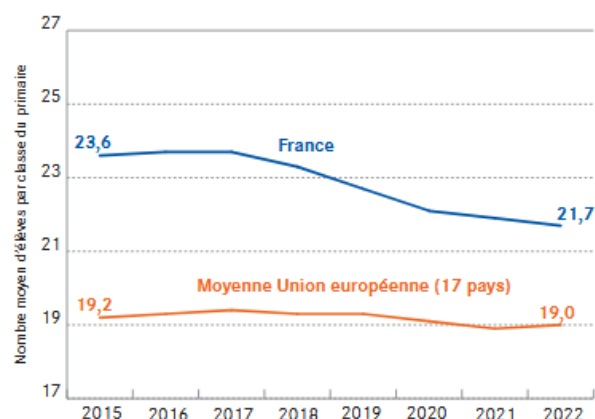
**L'inclusion est défailante faute de moyens suffisants**: Ces élèves à besoins particuliers nécessitent une attention particulière, des adaptations pédagogiques ou des explications particulières, voire un accompagnement spécifique. **Le nombre d'élèves en situation de handicap scolarisés avec l'appui du dispositif ULIS augmente de 1,2% chaque année.** Ils seront environ 60 000 en 2029. Ce chiffre confirme l'urgence d'une meilleure prise en charge dans les établissements. **Cependant, avec des effectifs trop importants et des AESH en nombre insuffisant** (recrutement de 3000 AESH pour 2024, 2000 pour 2025, 1200 prévus pour 2026 : le rythme s'essouffle), **il est impossible d'apporter toute l'aide nécessaire** à la réussite de ces élèves. Ainsi, malgré la bonne volonté des personnels, enseignant-es comme AESH, qui ne peuvent se couper en deux, leur accompagnement se retrouve sacrifié ou bien les autres élèves davantage délaissés.

**Un nombre important de signalements dans les RSST** témoignent de ces difficultés à enseigner dans des classes trop chargées compte tenu des besoins des enfants.

Les études montrent qu'un effectif réduit permet:  
**>de réduire les problèmes de disciplines** pour passer davantage de temps sur les enseignements et permettre un engagement accru des élèves.

**>de favoriser la prise de parole des filles** bien moins habituées et éduquées à le faire que les garçons.

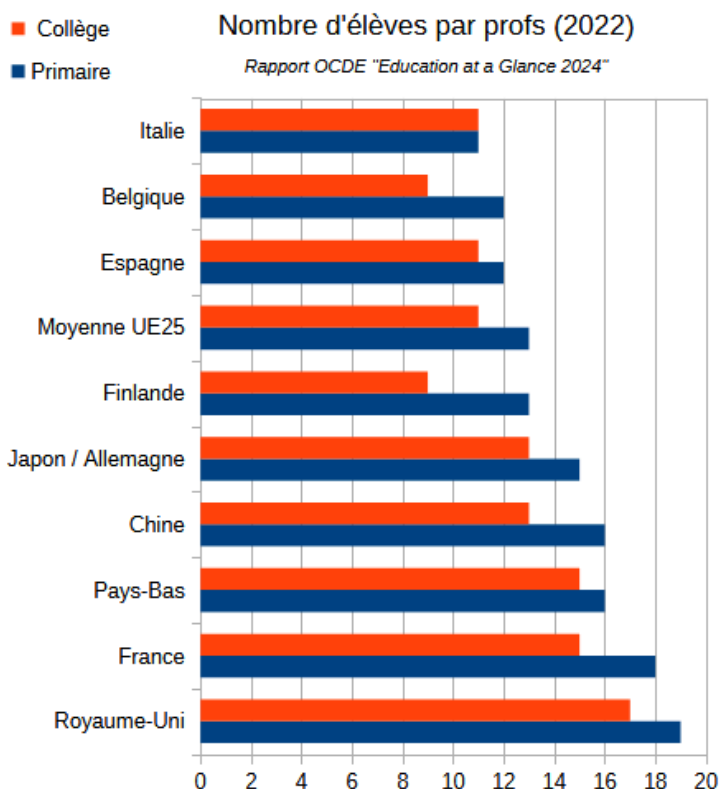
**>de favoriser la mise en œuvre de pédagogies alternatives** favorisant l'apprentissage de l'autonomie plutôt que la transmission verticale de savoirs.



### 3/Comparaison internationale

Régulièrement, les évaluations internationales viennent nous rappeler que **le système éducatif français est l'un des plus inégalitaire**, révélant le poids de l'origine sociale dans les résultats des élèves, les écarts entre garçons et filles, et entre territoires ruraux et urbains. **Mais la France se distingue aussi par son nombre élevé d'élèves par classe en comparaison des autres pays de l'UE.**

Les dépenses éducatives dans le 1<sup>er</sup> degré sont inférieures à la moyenne de l'OCDE : la dépense par élève est inférieure de 19 % de la moyenne OCDE.



**Il n'y a pas d'économies sur nos vies !**

### 4/Nos revendications

Ainsi, **pour améliorer les conditions d'apprentissage** de chacun des élèves et tenter de réduire le poids des inégalités sociales dans leurs résultats scolaires, **pour favoriser une réelle inclusion** et faciliter le suivi individuel des élèves pour les faire progresser, mais aussi **pour améliorer les conditions de travail des personnels** et redonner du sens à leur métier, SUD Education revendique :

**>En Education Prioritaire** : 16 élèves par classe en école et collège, 12 en SEGPA et 20 en lycée. 1 CPE pour 100 élèves et 1 AED pour 50 élèves

**>Hors EP** : 20 élèves par classe, en école et en collège, 12 en SEGPA, 20 élèves en lycée pro et 25 en lycée.

**>le renforcement des postes spécialisés** : RASED, ULIS, AESH, personnel médico-social intégré à l'Éducation Nationale.

**Pour cela, il faut non seulement profiter de la baisse démographique mais aussi recruter des personnels enseignant à la hauteur des besoins, recruter également des personnels non-enseignant indispensables à la prise en compte des besoins particuliers : personnel du médico-social, AESH, AED, RASED...**



## **5/ Et maintenant...**

Les projets de loi de finance confirment les choix politiques qui animent les gouvernements successifs : **celle de la suppression de milliers de postes, comme les 4000 annoncés pour la rentrée 2026.** Mais pour le Sénat, ce sont 8000 postes qu'il faudrait supprimer. **D'ici la fin du mois de décembre, nous saurons à quelle sauce on envisage de nous manger.**

Les effectifs d'élèves pour la rentrée prochaine commencent à tomber dans les écoles et les collèges, bientôt suivis par les postes d'enseignant-es par académie, puis par établissement. Dans le second degré, les Conseils d'Administration devront rendre un avis sur les Dotation Horaires Globales cet hiver.

**Alors dès maintenant, dans chaque école et chaque établissement, regroupons-nous, échangeons, organisons-nous, informons les parents d'élèves.**

**N'hésitez pas à nous contacter:  
La mobilisation devra être collective et déterminée!**

**Nos élèves méritent mieux que d'être méprisés ou destinés au service militaire!**



**SUD éducation Calvados**  
12 rue Colonel Rémy - 14000 Caen  
sudeduc14@free.fr  
02 31 24 23 36 - 06 52 45 31 45

**pas d'économies  
sur nos vies!**